

# L'Anarcho-syndicaliste

N°236 – Le numéro : 4 € ttc

mai - juin 2024

« ... Nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même ... » *Fernand Pelloutier - Lettre aux Anarchistes.*

## Après la dissolution de l'Assemblée, celle du peuple serait-elle la solution ?

*Nous vivons une époque formidable!* Pour reprendre le titre d'un livre de Nicolas Ungemuth, journaliste, paru en 2019. Macron, candidat en 2017, faisait partie du gouvernement de Mr. Hollande en qualité de ministre de l'économie, poste où il montra sa volonté de détruire le modèle social et engagea de grandes contre-réformes très contestées et réprimées violemment.

Son élection, organisée, financée et promue par la finance, par la quasi-totalité de la presse et les médias, soutenue par les USA, fut saluée par beaucoup comme un « virage historique », un « renouveau politique », le passage vers je ne sais quel « âge moderne », ordre nouveau ? Celui qui se prend pour Jupiter, par deux fois, a terrassé le « mal absolu » : le RN, Rassemblement National.

Par la même magie de l'appel au « Front Républicain », « le piège Mitterand », il a

réussi à être réélu, malgré tous les méfaits déjà accomplis, avec le soutien de quasiment tous les partis et organisations syndicales.

Élu, il promet un avenir radieux en engageant de nombreuses réformes antisociales, présentées par tous les commentateurs comme nécessaires pour relancer l'économie. Je ne reprend pas l'historique de ces mesures, ni la façon dont les manifestations de Gilets-Jaunes et autres ont été réprimées avec une extrême violence, entraînant à plusieurs reprises les condamnations de l'Europe et de l'ONU pour l'usage disproportionné de la force.

En ce qui concerne l'économie, il a bradé des pans entiers de l'industrie.

Et, contre ses propres promesses électorales dans le cadre de sa campagne de 2022, il reprend immédiatement sa politique de destruction des droits sociaux, il s'attaque frontalement au système de calcul des droits

à la retraite et contre l'avis de plus de 80 % de la population, il impose à coup de 49-3 et de manière extrêmement violente cette contre-réforme.

N'oublions pas non plus la destruction de la Sécurité Sociale par sa fiscalisation et d'autres attaques tous azimuts, comme la suppression des dispositions limitant l'usage des pesticides et herbicides pour calmer, en vain, la colère du monde agricole.

Dans la foulée, pour reconquérir l'électorat des partis LR, Les Républicains, RN et Reconquête, il « impose » une réforme sur l'immigration qui reprend une bonne partie du programme du RN, saluée comme telle par les responsables de ce parti, mais jugée insuffisante.

Dernière cerise sur le gâteau, il remet en cause, par voie de décret, les règles d'indemnisation du chômage pour imposer la reprise du travail aux salariés privés d'emploi quelles que soient les conditions, les compétences : un véritable retour au STO, service du travail obligatoire national.

Tout ceci a enclenché une détestation quasi unanime de ce personnage, prétentieux, autoritaire et totalement perché.

Il n'y a donc aucune surprise devant le résultat des élections européennes: quasiment toutes les catégories de la population sont en colère et ne veulent plus de cette politique, de ce mépris, de cette violence.

La dissolution de l'Assemblée Nationale a pris la quasi-totalité du personnel politique de court, y compris les proches de Monsieur Macron. C'est un coup politique cynique, froidement calculé avec des risques énormes.

La situation chaotique dans laquelle nous nous trouvons est certes difficile mais était prévisible. Les organisations syndicales en constituant une unicité syndicale permanente se sont neutralisées et condamnées à l'impuissance (le mythe de l'unité).

Dans le monde politique, nous constatons comme d'habitude la panique et la course à la gamelle, chacun essayant de garder son fauteuil au mépris, pour beaucoup, des principes et valeurs qu'ils prétendent défendre : une Union de circonstance, Union Sacrée avec les syndicats pour créer un Front Républicain X-ième version. Il y a le feu dans les coursives et donc urgence à revoir les positions, avec le « on

verra plus tard, aujourd'hui on rase gratis ». nécessité fait loi.

Le coup de Macron, véritable coup d'état au sens propre, va considérablement modifier l'échiquier politique et risque de porter un coup fatal à ce qui subsiste de nos droits fondamentaux et droits sociaux ...

Ceux qui ont participé à la « subsidiarisation » des organisations syndicales par le passage à un syndicalisme d'accompagnement corrompu et nécessairement unifié et par l'élimination des militants, des structures libres et indépendantes, vont devoir porter la responsabilité de leur forfaiture. Ils ont dépouillé les organisations de leur capacité d'action sur la base de cahier de revendications. Cette situation va brutalement rappeler à ceux qui l'ont oublié à quel point le rôle de contre poids du syndicalisme est essentiel et nécessaire dans une démocratie. Ce ne sont pas les processions unitaires empreintes de « grande émotion » qui protégeront la classe ouvrière des conséquences funestes de ces arrangements.

Nous allons vivre des moments difficiles, très difficiles, l'accélération de la destruction de tous nos droits sociaux, de liberté d'expression, de manifester...

La nécessité de renverser les structures de collaboration syndicale que sont devenues les confédérations s'impose et cela ne pourra se faire que par leur reprise en main par les travailleurs en boutant hors les apparatchiks, mais comme dans les syndicats officiels des pays totalitaires, ils s'accrocheront bec et ongles à leur statuts, leurs privilèges.

De toute façon, chacun fera comme bon lui semble lors des prochaines élections, mais il faut rappeler que, pour nous, le syndicat c'est le parti de l'ouvrier. C'est dans les syndicats que doivent s'élaborer les revendications, qu'elles doivent être portées par eux. Les politiques sont censés gérer la cité et donc faire des arbitrages entre les différentes forces en présence et faire des choix sur telle ou telle revendication, sur tel ou tel droit social, sur le développement du service publique ou bien sa liquidation... Il est facile de voir quel cap ont suivi les différents gouvernements depuis 50 ans, la ligne suivie va contre les intérêts de la classe ouvrière et pour les intérêts du capital.

Il est utile de rappeler que les lois de 1936 ont été obtenues non pas par la mansuétude de

Léon Blum et de son gouvernement mais par la Grève Générale de la CGT ayant pour Secrétaire Générale Léon Jouhaux et la détermination des grévistes, à préciser qu'à cette période la CGT c'était celle des confédérés que la CGT-FO continue depuis 1947 et pas la CGT-U devenue CGT inféodée au parti communiste.

Pour le syndicat, accepter d'être subsidiaire du politique ou accepter d'être phagocyté par un ou des partis politiques, c'est trahir la classe ouvrière en détruisant le seul « parti » de classe de l'ouvrier.

S'en remettre aux politiques, c'est, quelque soit la couleur du parti, s'assurer d'être plumé tôt ou tard.

Il n'y a pas de démocratie sans syndicats libres et indépendants .

Quelle que soit la nouvelle Assemblée Nationale, il y a urgence et nécessité à remettre en marche le syndicalisme de la Charte d'Amiens. Le reste n'est que gesticulation et démonstration d'émotions sans effets sur la machine de destruction qui est en marche .

Ce que la vie m'a appris c'est la nécessité du combat.

Nota : En ce qui concerne la généralisation des conflits et le risque de 3<sup>ième</sup> guerre mondiale, il n'y a pas de grande différence entre les forces en place, il votent les budgets et accepte la délégation à l'UE pour la politique militaire.

Marc Hébert  
18 juin 2024



## Le Mythe de l'Unité

Il se trouve encore des Camarades pour nous reprocher d'avoir « brisé l'unité ».

Nous ne parlons évidemment pas des syndicalo-stalinien, dont les mots d'ordre et slogans ne correspondent nullement à ce qu'ils seraient en droit de considérer comme vrai, mais sont seulement fonction de la tactique et des besoins immédiats d'un Parti politique.

Nous pensons seulement à un petit nombre de syndicalistes qui croient encore que l'Unité Syndicale est la condition indispensable de la puissance ouvrière.

Nous voulons tout d'abord faire observer qu'une organisation, quelle qu'elle soit, vaut non seulement par la puissance réelle ou apparente qu'elle représente, mais surtout par les objectifs qu'elle se propose.

Les Travailleurs d'un certain nombre de Pays ont vécu ou vivent encore des expériences unitaires - l'Arbeitsfront en Allemagne et les « Syndicats russes » pour ne citer que celles-là - Bien audacieux qui oserait affirmer que ces

expériences furent bénéfiques pour les salariés !

En France même, personne n'a oublié les années qui suivirent la « libération ». Incontestablement, c'est en 1945 et 1946 que les organisations syndicales groupées dans le cadre de la C.G.T. furent NUMÉRIQUEMENT les plus puissantes.

Qu'en est-il advenu ? On peut bien dire que c'est pendant cette période que le sort des salariés fût le moins enviable.

Nous persistons à penser que l'unité organique, pour être souhaitable, doit répondre à un certain nombre de conditions.

Parmi celles-ci, citons deux d'entre elles qui nous paraissent essentielles :

Tout d'abord, on ne peut rassembler dans une organisation syndicale unique que des personnes ayant des intérêts communs. C'est évidemment le cas de la plupart des salariés.

Puis, et c'est là où le problème devient grave, il convient également de ne rassembler, dans les mêmes conditions, que des Travailleurs qui ont

sur les moyens de défendre leurs intérêts et sur les objectifs à atteindre un minimum de communauté de vue.

Il est bien évident que rassembler, au sein d'une organisation commune, des Travailleurs se proposant des objectifs différents, voire même opposés, ne saurait conduire qu'à l'incohérence et à l'impuissance pour l'organisation elle-même.

Pour celui qui s'efforce d'étudier objectivement la situation des organisations syndicales et dont le jugement n'est pas faussé par des considérations sentimentales, peut-être respectables, mais qui ne sont pas de mise quand c'est le sort de la Classe ouvrière qui se trouve être en jeu : JAMAIS il n'y eu, parmi les salariés, ce minimum de communauté de vue sur les MOYENS et sur les OBJECTIFS, dont nous faisons une des conditions essentielles de l'opportunité de l'unité organique.

De tout temps, le mouvement ouvrier s'est trouvé divisé entre deux tendances inconciliables :

D'une part, ceux qui croient à l'efficacité de l'action politique et qui sont fatalement amenés à considérer les syndicats comme une armée de réserve des Partis politiques ; d'autre part, ceux pour qui, l'action syndicale reste le seul moyen valable de défense de leurs intérêts et qui ne sauraient admettre la subordination à un Parti politique QUEL QU'IL SOIT.

Entre les partisans de ces deux conceptions, la cassure est nette. Il serait vain d'espérer pouvoir les faire cohabiter dans une même organisation.

Cependant, l'attachement sentimental d'un certain nombre de Travailleurs à la vieille notion de l'unité demeure - les politiciens ne l'ont jamais ignoré et n'ont pas manqué de l'utiliser pour tenter de domestiquer le mouvement syndical.

Fernand Pelloutier, à qui nous devons les Bourses du Travail et qui reste une des plus belles figures du mouvement syndical, n'avait pas manqué de le souligner.

En 1899, commentant les travaux du Congrès Général du Parti Socialiste Français (placé sous le signe de « l'unité ouvrière »), il exprimait ses craintes en ces termes :

« Nous savons l'enthousiasme, un peu puéril, avec lequel a été accueillie cette unité de nombre. Je crains donc qu'un enthousiasme pareil ne s'empare également des syndicats et des agglomérations de syndicats et ne détermine une partie d'entre eux à se remettre inconsidérément sous le joug politicien. »

Avec le recul du temps, ces paroles apparaissent comme étant véritablement prophétiques.

PELLOUTIER avait raison, l'unité n'est qu'un leurre.

Il faut détruire le mythe de l'unité.

Alexandre HÉBERT  
« *L'Écho syndicaliste* » - n°2  
mai 1949

## L'Anarcho-syndicaliste

Association des Groupes Fernand Pelloutier  
Korn an Tan - 640 rt de Lezeret  
29810 PLOUMOGUER

Fondateur de publication:  
Alexandre HÉBERT

Directeur de publication:  
Marc HÉBERT

N° SIREN :  
890 475 460 - CPPAP: 1125 P 11527 - ISSN: 0398-6829

publicimo :  
codico 04384049 D.T.PR N° 029/21/085-AN

Imprimerie spéciale de l'association :  
*Groupes Fernand Pelloutier*

Dépôt légal:  
*Bibliothèque nationale de France*

Sites : <https://anarcho-syndicalisme.org>  
Contacts: [Anarcho-syndicaliste@protonmail.com](mailto:Anarcho-syndicaliste@protonmail.com)



# Pour la justice et contre les guerres

## Seule la grève les arrêtera

Début 2024 le gouvernement doit trouver de nouvelles « économies », qui seront dégagées « exclusivement sur le budget de l'État », selon le ministre de l'Économie. Il est significatif que ces coupes budgétaires reviennent, en pratique à s'en prendre au budget « Écologie », premier visé, avec 2 milliards de coupes. Il y a aussi les missions « Travail et emploi » avec moins 1,1 milliard. Et même, 904 millions d'amputations pour la mission « Recherche et enseignement supérieur ». C'est dire le caractère obscurantiste et à courte vue de cette politique anti-sociale et anti-intellectuelle. Il est significatif que les missions « Travail et emploi » soient pénalisées par une coupe de 1,1 milliard.

Pour parachever le tout, une troisième casse sociale de l'assurance chômage a pour prétexte d'économiser sur le dos des chômeurs 3,6 milliards d'euros.

Pourtant, nul n'ignore la gabegie sociale et économique des niches fiscales dont le coût est supérieur à 81 milliards d'euros.

Le mécanisme des dépenses fiscales a été examiné par la Cour des comptes, qui souligne le manque d'évaluation de ces dispositifs, trop nombreux et disparates. La Cour des comptes a consacré l'une des 47 « notes d'analyse de l'exécution budgétaire » jointes au rapport sur l'exécution du budget 2023 aux dépenses fiscales, plus communément désignées comme « niches fiscales ».

La conclusion est que les niches fiscales sont « des dispositions fiscales dérogatoires induisant un coût pour le budget de l'État ». Leur coût est estimé à 3,3% du PIB en 2023.

Il suffirait donc de supprimer la principale, le crédit d'impôt en faveur de la recherche (CIR), une aide aux entreprises : « niche » la plus coûteuse avec 7,2 milliards d'euros. Niche dont l'efficacité sociale n'est pas évaluée. Il convient donc de la supprimer. De même avec la niche sur la détermination du résultat imposable des entreprises de transport maritime en fonction du tonnage de leurs navires (dispositif mis en

place pour protéger les armateurs face à la concurrence asiatique) : 5,6 milliards (+1,8 Md€ par rapport à 2022).

Une simple addition et l'on atteint les 12,8 milliards sur seulement deux « niches ». Il serait sans doute possible d'atteindre les 20,30 milliards dans ce cocktail de cadeaux fiscaux à l'efficacité sociale et économique incertaine, voire nulle. Si l'on veut bien ajouter une taxe sur les dividendes et une réforme des impôts vraiment progressive, il est facile de montrer le caractère ridicule de coupes de bout de chandelle, comme c'est le cas pour celles visant la Comédie française.

Nous sommes bien dans une logique de classe, avec un gouvernement de domestiques du capital. Et qui entraîne la société française dans une dérive militariste dangereuse, sauf pour les donneurs d'ordre du gouvernement : les marchands d'armes. On a donc un budget militaire à 413 milliards : il suffit de le baisser de 20 ou 100 milliards et les problèmes « d'économies » disparaissent et avec eux un modèle de société militarisée et autoritaire qui ne peut qu'être dénoncé et combattu. Mais pour le gouvernement et ses donneurs d'ordre, une seule chose compte : la France est désormais le deuxième marchand d'armes au monde !

Contre cela il est décisif d'avoir un programme de revendications de classe : on s'en prend aux privilégiés sociaux véritables, les plus riches, et pas aux chômeurs en les stigmatisant comme s'ils ne voulaient pas travailler. Et sans mettre en cause la rente et les rentiers dont beaucoup n'ont jamais travaillé. Alors que c'est la quatrième contre-réforme de l'assurance chômage depuis 2019. Et que le gouvernement refuse de respecter l'accord signé le 10 novembre 2023.

La casse sociale de 2024 est la même qu'à l'époque du plan Juppé-Notat (car rien de bon avec la CFDT) contre la Sécurité Sociale. Car ils veulent casser l'assurance chômage, la Sécu, le Code du travail, la retraite par répartition. Tous les gouvernements, ces gouvernements de

domestiques du capital, y reviennent en 2010, 2016, 2019, 2024. Et sans aucune mesure pour réduire les inégalités sociales, au contraire.

C'est bien une logique, un antagonisme de classe à l'état brut.

Le syndicalisme libre et indépendant se doit de revendiquer la fin des privilèges et la justice sociale. Ce qui passe par l'organisation

méthodique vers la grève générale interprofessionnelle. Marc Blondel l'avait annoncée le 29 janvier 1995, avec 1000 meetings pour y parvenir. Et cela a donné le mouvement de novembre - décembre 1995.

**Seule la grève les arrêtera.**

E. Morel



## **Revenir sur le principe de faveur, c'est casser le lien entre le syndicalisme et la République.**

Il est important de rappeler que le Front Populaire est une coalition politique de gauche, formée en vue des élections législatives de 1936 autour du Parti radical, de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) et du Parti communiste. Les radicaux (et alliés) occupent 167 sièges, soit plus de 40% des sièges des représentants du Front Populaire, les socialistes de la SFIO 149 et le PCF 75. 242 sièges sont occupés par le centre-droit et la droite. Il est important de souligner ici que la couleur de cette assemblée était finalement très centriste, très libérale dans sa composition. De nombreux élus radicaux avaient soutenu les politiques d'austérité des gouvernements précédents.

### **L'origine du principe de faveur et des lois favorables au monde du travail : la grève**

Le Front Populaire a donc remporté les élections le 3 mai 1936 sur un programme par bien des aspects, modéré. Dès le lendemain de la victoire du Front Populaire, un important mouvement de grève s'est développé. Les grèves partirent de Normandie, puis gagnèrent la région parisienne et le Nord. Très vite, tout le pays a été concerné. Les ouvriers ont occupé

leurs usines et ont commencé à s'organiser tandis que le pays était paralysé. Le gouvernement de Léon Blum a été poussé par ce mouvement de grève. Le 5 juin 1936, à l'Hôtel Matignon, Léon Blum a réuni les représentants du patronat (CGPF) et ceux du monde ouvrier (CGT). Les "accords Matignon" ont été signés le 7 juin 1936 sous pression des grévistes toujours nombreux, prévoyant une augmentation générale des salaires, l'établissement de contrats collectifs de travail, l'institution de délégués du personnel dans les établissements employant plus de 10 salariés. Ces accords ont été complétés par deux autres lois votées par le Parlement : la loi sur les congés payés et celle limitant la durée du travail à 40 heures par semaine. A noter que la CGT était réunifiée depuis peu et que les délégués présents lors des négociations avec Léon Blum étaient issus des deux tendances. On y trouvait à la fois des communistes comme Benoît Frachon, mais également des confédérés comme Léon Jouhaux et aussi le tristement célèbre René Belin, futur adepte de la collaboration de classe et de la collaboration tout court. La loi sur les conventions collectives a été votée le 24 juin. Elle a introduit la procédure d'extension qui permettait de rendre

applicables à l'ensemble d'une profession les conventions conclues par les organisations syndicales les plus représentatives. La convention pouvait librement traiter de questions non prévues à titre obligatoire, si elles étaient plus favorables que celles des lois et règlements en vigueur. C'était là l'origine du principe du faveur qui ne sera jamais constitutionnalisé par la gauche ni en 1981, ni en 1997... mais qui sera détruit par celle-ci en 2016 avec la loi « Travail ».

Ce principe de faveur s'est retrouvé dans la loi, avec l'article L2251-1 du code du travail et il n'a jamais été constitutionnalisé par une gauche très libérale, « maastrichtienne », attachée à la subsidiarité et à ramener le niveau de négociation à l'entreprise voire à l'interindividuel. Le principe de faveur permettait à des textes de norme inférieure de se substituer à des dispositions légales sous réserve de comporter des stipulations plus favorables aux salariés, sans déroger à celles qui sont d'ordre public, c'est-à-dire à la pyramide des normes. L'ordre public social oblige l'ordre public pour les travailleurs. C'était une conquête importante pour le monde du travail que la protection à minima de tous les salariés, c'était aussi une application lointaine du principe d'Égalité bien que dilué.

En droit du travail, la loi apparaissait comme un minimum pouvant, dans certains cas, être complété par des accords de branche ou d'entreprise. Et, selon le principe de faveur, on ne pouvait déroger à ce minimum social que dans un sens plus favorable aux salariés. Il s'agissait donc clairement d'assurer une protection maximale du salarié, les conventions et les accords d'entreprises ne pouvaient qu'aller au-delà dans la protection des salariés. C'était un acquis social de taille ! Il contenait en substance le droit du travail dans son ensemble et l'idée de conquête sociale.

### **Remise en cause du principe de faveur par la gauche**

Dès 1982, le principe de faveur est remis en cause sur les contingents des heures supplémentaires, mais c'est bien la loi de 2016 qui dépasse le cadre dérogatoire pour mettre en place la supplétivité donnant une force sans précédent au patronat d'imposer des accords conventionnels ou d'entreprise moins-disants

socialement sur quasiment tous les sujets ou presque. C'est ainsi la gauche de François Hollande, de Manuel Valls, de Michel Sapin et d'Emmanuel Macron qui met fin à l'ordre public social (le principe de faveur pour les employés) pour lui préférer l'ordre patronal (le privilège des patrons de négocier au rabais). C'est la gauche catholique et royale qui ouvre la boîte de Pandore dont l'objectif est de réduire le droit des salariés au simple contrat de travail de gré à gré, au principe de subordination de ce contrat, soit donc à la domination du capital et à l'exploitation. Dès 2018, par des ordonnances, l'ancien ministre de l'Économie de M. Hollande, le funeste Macron, renforce la logique et mettait fin aux délégués du personnel mais aussi aux CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail). Ce sont les fameux CSE (Comité Social et Économique) avec une bonne vieille logique corporatiste en prime. Saint Mailly, spécialisé dans la pompe à merde, nous disait que les ordonnances Macron, c'était top avec une quasi-bénédiction des trotskystes du POI (plus parti des œuvres de l'inquisition bureaucratique que parti ouvrier indépendant par bien des aspects...).

### **Nous avons manifesté contre la loi Travail de François Hollande, aujourd'hui candidat du Nouveau Front Populaire !**

Les confédérations ont organisé des grèves perlées, saute-mouton, des grèves épuisantes, ... certaines fédérations négociant en sous-main, et stoppant les grèves. Bref, le cirque était organisé, Mailly, le lapin, nous prévoyait des recours juridiques. Il n'y eut rien, restèrent seulement les retraits sur bulletin de salaire.

En juillet 2016, nous étions tous démunis, les processions étaient finies, en août la loi était signée. Cette loi, complétant la loi d'assujettissement des organisations syndicales de 2008, ouvrait grand les vannes aux reculs des droits collectifs. 2018, les Gilets-Jaunes, lâchés par les syndicats, trahis par les partis politiques, lançaient une révolte légitime. Médusés, les syndicats hésitaient entre mépris de classe et tentative de récupération. Il y aurait long à dire sur l'attitude du triste Parti Ouvrier Indépendant sur tous ces événements, à la fois conseiller des Princes, vendeur de romantisme révolutionnaire, producteur d'exégèse à couper le souffle sur le mouvement trotskyste et exécuter de basses œuvres. Le

mouvement des Gilets-Jaunes fut maté dans le sang. En 2019, une réforme des retraites par point avec le soutien de la CFDT s'ensuivit. Elle fut stoppée, non par les confédérations, mais par la crise du Covid. Le gouvernement mit en place une tyrannie sanitaire avec le « pass-sanitaire » et le « pass-vaccinal ». La gauche, comme les confédérations, ont globalement soutenu ce « sur-autoritarisme » sanitaire. La gauche a encore soutenu les ZFE (Zone à Faible Émission) qui interdisent les voitures des plus pauvres dans les centres-villes et n'a rien dit sur la « QR Code mania » qui se prolonge actuellement pour les jeux olympiques. En 2022, on a eu le droit de nouveau aux grèves saute-mouton, harassantes, épuisantes et vouées à l'échec organisées par les confédérations syndicales. Bref, « l'honneur des travailleurs » en a pris un sacré coup et le portefeuille aussi. La question : jusqu'où peut-on prendre les travailleurs pour des cons ? Jusqu'où peut-on s'étonner des résultats ?

### **Dissolution de l'assemblée et brevet de républicain**

Bref, lentement, une société où les droits sociaux sont bafoués, les libertés sont diminuées, s'est installée dans le pays, dans une indifférence politique et syndicale. Dans une espèce de foutoir généralisé, le contrôle social, le tous contre tous est devenu la norme. Puis est venue l'élection européenne où la frustration sociale s'est exprimée. Le président, véritable pompier pyromane, a dissous. Le RN a eu l'habileté de proposer la même chose, plus de contrôle social, plus de droit pour le capital avec le conflit de civilisation en plus (dans un contexte de guerre à nos portes en Ukraine, et en Palestine ça promet...). Le RN est aujourd'hui aux portes du pouvoir dans l'indifférence des citoyens. Certains proposent de sauver la République mais l'enthousiasme n'est visiblement plus là, les manifestations contre l'extrême-droite ne rassemblent plus, car finalement ceux qui devaient être porteurs d'espoir, l'espoir de 1936, l'ont sabordé pour de vils profits, pour la gamelle, pour les petits arrangements entre amis, les boîtes à subventions.... Un des grands gags de cette législature, c'est que tout le monde, tous les partis politiques, ont accepté que ce soit le parti du Tyran (Renaissance et ses inféodés) qui dise

qui est républicain et qui ne l'est pas. C'est un peu comme si on avait laissé Lucky Luciano distribuer des brevets d'honnêteté pendant la prohibition.

### **Demain**

Quel que soit le résultat de l'élection, il n'y a pas actuellement dans les programmes du RN, de Macron, de la gauche, un retour du principe de faveur et les manifestations contre l'extrême-droite portées par les syndicats sont loin des manifestations de 1936 revendicatives et joyeuses. Les classes populaires n'y vont pas, les manifestations sont menées sur la base de principes moraux plus que sur des principes de la lutte économique. Combattre le fascisme avec les héritiers de Daladier (les fameux députés radicaux très conciliants avec le capital puis avec le maréchal en 1940) ne mènera à rien à long terme sinon à l'arrivée du fascisme. Les héritiers de Belin sont déjà là. La meilleure manière de combattre l'autoritarisme, c'est de combattre le capital qui a besoin parfois d'une gestion autoritaire pour maintenir sa domination.

La question n'est pas de savoir si tel ou tel camarade a raison de manifester ou pas, la question est d'éviter que l'histoire se reproduise en caricature. La question est aussi de défendre le cadre républicain toujours et de créer un mouvement revendicatif (défense de la sécurité sociale, augmentation des salaires, retour du principe de faveur, défense des services publics, ...). Seul, un mouvement revendicatif fort et heureux nous protégera du pire. Aujourd'hui, tout ou presque est à reconstruire mais nous ne devons perdre ni l'indépendance, ni la République, ni la paix, ni la possibilité de se nourrir de notre travail (la fameuse question du pouvoir d'achat). Nous jouons aussi un rôle important dans la défense de chaque salarié ou de chaque camarade, car le capital se sent maître, presque intouchable et ses serviteurs aussi. Pour conclure, pour garantir la continuité républicaine, il faut que Macron démissionne ou soit chassé. La tyrannie n'a pas sa place en République et doit être fermement combattue, merci aux Gilets-Jaunes d'avoir été les premiers à l'affirmer haut et fort.

18 juin 2024

Samuel Corriveau

## Jeux de mot et d'usurpation...

Le 8 septembre 2022, le Président Macron instaure le Conseil National de la R...efondation... dont l'acronyme, CNR, ressemble étrangement à celui désignant le Conseil National de la Résistance créé pendant la dernière guerre mondiale. Le Président se réfère : « aux jours heureux »... tout en démolissant, sans scrupules, les acquis issus du CNR, le vrai, dont la Sécurité Sociale.

Dans le monde de la « vraisemblance », vient d'être annoncé par la réunion des partis politiques, dits de « gauche », le Front Populaire, enfin le Nouveau front populaire.

Cette alliance a pour but de contrer la « droite » aux élections législatives provoquées par la dissolution de l'Assemblée Nationale décidée par le même Président Macron.

Entre fin avril et le 3 mai 1936, la coalition des partis politiques, appelée Front National, alliant le Parti Communiste, le Parti Radical, la section française de l'internationale ouvrière (SFIO) est majoritaire à la Chambre de la III<sup>ème</sup> République. Leur programme est social mais modéré. Il ne remet pas en cause le capitalisme.

Entre mai et juin 1936, plusieurs semaines de grèves dures étendues à toute la France, avec des manifestations réprimées violemment par ce même gouvernement... qui est obligé de négocier avec la C. G. T. qui vient tout juste de se réunifier.

Les Travailleurs obtiennent, entre autres, les fameux Congés Payés et la réduction du temps de travail hebdomadaire à 40 heures.

Léon Blum ne nous les a pas donné... Ce sont nos prédécesseurs, nos grands-parents qui les ont

gagné à coup de grèves, de manifestations, avec leur tripes !

Bien sûr, nous avons tous, à la connaissance de la déclaration faite par ce « nouveau » Front Populaire, le 14 juin 2024, ressenti une émotion certaine, nous qui en prenons plein la tronche depuis des décennies.

Mais vigilance, nous ne pouvons pas « déléguer » les changements profonds du fonctionnement de la société pour basculer le capitaliste et aboutir aux dits « jours heureux », à une poignée d'« avatars » jouant dans un espace virtuel, simulacre d'une éventuelle Révolution.

Nos souffrances provenant de l'injustice, de l'arrogance des nantis, de l'asservissement des Travailleurs, n'appartiennent pas à un monde virtuel de fiction... Les « comme si »... Elles sont pour de vrai.

Arrêtons de nous faire berner par les processions et ses rituels de vœux pieux, pleins de bonnes intentions que sont devenues les « mobilisations » successives, (non pas de grèves)...

Prenons le risque de vivre en combattant... pour de vrai !

Nous risquons d'y perdre des plumes mais pas notre honneur.

**Pas de procuration aux politiques, passons à l'action réelle.**

Christine, le 15 juin 2024

### Sommaire

|   |    |
|---|----|
| Après la dissolution de l'Assemblée, celle du peuple serait-elle la solution ?.....                 | 1  |
| Le Mythe de l'Unité.....  | 3  |
| Pour la justice et contre les guerres.....  | 5  |
| Revenir sur le principe de faveur, c'est casser le lien entre le syndicalisme et la République..... | 6  |
| Jeux de mot et d'usurpation.....  | 9  |
| Pas d'arrangements possibles avec le capitalisme !.....   | 10 |
| Mots d'humeurs.....   | 12 |
| Informé et Résister.....  | 13 |
| Marinaleda.....   | 14 |
| Non, merci !.....   | 16 |

# Pas d'arrangements possibles avec le capitalisme !

Quelles que soient nos révoltes que le pouvoir libéral appelle « crises », la réponse donnée par l'État est toujours la même : une démonstration de schizophrénie, un déni de réalité !

D'un côté, les gouvernements (de gauche comme de droite) sont de fait les soutiens ardents des évangélistes de l'économie ultra libérale, véritable religion supposée permettre une mondialisation généralisée et heureuse...

De l'autre côté, le monde des producteurs, artisans, ouvriers, etc, qui sont tous les victimes des attaques mercantiles, des lois du « marché capitaliste »...

Alors, selon la gravité de ces fameuses « crises », les gouvernements cherchent à endiguer les révoltes et ne peuvent qu'écouter les revendications face aux mouvements qui gagnent en puissance (cf Gilets jaunes, agriculteurs, etc).

Mais on le sait, on le constate à chaque fois, les gouvernements ne peuvent faire que des promesses dont ils savent bien qu'elles ne pourront être tenues, dans la mesure où, c'est le capitalisme qui a la main, les gouvernements n'étant là que pour le servir !

Depuis des décennies et cela se voit de plus en plus pour qui n'est pas rivé aux « meRdias mainstream », c'est la Commission Européenne, organe faut-il le rappeler, non élu, qui fixe la feuille de route des États membres de l'Europe !

Ainsi, quel pitoyable spectacle que d'entendre Macron quémandant à la Commission Européenne tel ou tel arrangement pour répondre à la colère de telle ou telle corporation, en particulier les agriculteurs !

Et bien évidemment, les gouvernements se font renvoyer dans les cordes pour l'essentiel...

Car, il est une notion, un dogme lié aux dites « racines chrétiennes de l'Europe » que la gauche ne désigne pas et ne condamne pas suffisamment, le principe de subsidiarité.

**Le principe de subsidiarité consiste à désigner les rangs inférieurs et à leur laisser le pouvoir de mettre en application ce qui a été décidé au sommet !**

Ce principe figure dans l'article 142 de l'encyclique *Quadragesimo anno*, publié en 1931 par le pape Pie XI :

**« Que l'autorité publique abandonne donc aux groupements de rangs inférieurs le soin des affaires de moindre importance où se disperserait à l'excès son effort ; elle pourra dès lors assumer plus librement, plus puissamment, plus efficacement les fonctions qui n'appartiennent qu'à elle : diriger, surveiller, contenir selon que le comportement, les circonstances ou la sécurité l'exigent. »**

Tout est dit en 1931, et ne vous étonnez plus qu'aujourd'hui l'État, vassal de l'Europe, ait délaissé les services publics qui faisaient pourtant partie de son ADN, l'État ne gardant que les pouvoirs régaliens !

Ne vous étonnez plus de la place immense occupée par des centaines, des milliers d'ONG, d'associations caritatives qui occupent la place délaissée par l'État etc....

Tout était dit déjà en 1931 et pour ceux qui l'auraient oublié, parmi les principaux fondateurs de l'Europe se retrouvent trois personnages, l'italien Alcide de Gaspari, fondateur de la Démocratie chrétienne et Président du Parlement européen en 1954, l'allemand Konrad Adenauer, chancelier allemand, fondateur de l'union chrétienne démocrate qui promut la coopération européenne et la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et Edmond Giscard d'Estaing, pétainiste médaillé de l'ordre de la Francisque qui dès 1947 va travailler à la construction européenne.

**Ce que l'on sait moins est que ces trois personnages sont tous les trois membres honoraires de l'Opus dei, cette organisation catholique intégriste née sous Franco et qui a été son plus fort soutien jusqu'à sa mort en 1975 !**

**Le lien est dès lors établi entre les ordres de PIE XI dans l'encyclique de 1931 et la fondation de l'Europe dès la fin de la deuxième guerre mondiale !**

Contrairement aux discours politiques, l'Europe n'a pas plus de racines chrétiennes que de racines grecques ou païennes, mais c'est sûr, les fondateurs de l'Europe sont les descendants et ardents défenseurs de l'impérialisme catholique.

**L'Europe est une œuvre « vaticano-capitaliste », un point c'est tout.**

Il ne faut plus s'étonner que les souverainetés des États européens aient disparu pour laisser place à une vassalité moderne.

Tout simplement, l'Europe est née, a été construite pour correspondre à la doctrine sociale de l'Église romaine : les affaires sérieuses sont du domaine du suzerain, quant aux « rangs inférieurs », c'est simple :

**« L'objet naturel de toute intervention des pouvoirs publics en matière sociale est d'aider (en les orientant, surveillant, stimulant) les membres du corps social et non pas de les détruire ou de les absorber ; si les employeurs et ouvriers ne répondent pas aux droits qui sont les leurs en priorité, ou en sont empêchés, il appartient à l'État d'intervenir sous la forme et dans la mesure que demande le bien commun ; l'action des pouvoirs publics a un caractère d'orientation, de stimulant, de suppléance et d'intégration »**

Écrit en 1931 !

La « messe était dite !

Devançant d'un demi siècle les rédacteurs du traité de Maastricht, c'est l'idée générale qui préside aux systèmes corporatifs des syndicats étatiques de Mussolini à Franco en passant par Salazar et Pétain.

Le traité de Maastricht procède de ce principe de subsidiarité et nous ne pouvons que le constater au vue de la perte de souveraineté des États européens au bénéfice de la commission européenne, rappelons-le encore une fois, instance non élue, qui gouverne l'Europe et met en œuvre les accords de libre échange !

**Qui voudrait bien me rappeler l'intérêt de voter à des élections européennes quand on sait qui a réellement le pouvoir ?**

Nous en sommes rendus à un moment où volonté ou pas de changement, les États sont dans l'impossibilité de modifier quoique ce soit parce que prisonniers d'accords mis en place depuis des années par des partis politiques toutes tendances confondues !

Pour finir, une seule conclusion s'impose :

**L'Europe est une construction totalitaire, avec la bénédiction de l'Église catholique qui est née et a fructifié grâce à l'impérialisme romain.**

L'ennemi n'est donc pas seulement le capitalisme, un capitalisme qui serait a-religieux, athée, mais notre ennemi de classe est bien cette alliance du capitalisme et du catholicisme ;

les deux n'ont d'autre volonté que de nous soumettre sur les plans temporels comme spirituels !

**Ni curés, ni patrons !**

Mai 2024

Michel Di Nocera

## L'Anarcho-syndicaliste

Abonnement pour 10 numéros : 40 € TTC.

Abonnement de soutien : à partir de 50 € TTC .

Formulaire d'adhésion sur :

<https://anarcho-syndicalisme.org/>

Par courrier et chèque :

Chèque à l'ordre de :

L'association des Groupes Fernand Pelloutier

adressé à M.L. Pichon

30 rue Edouard Corbière – 29200 BREST

Par courriel et virement bancaire :

Adressé à :

[anarcho-syndicaliste@protonmail.com](mailto:anarcho-syndicaliste@protonmail.com)

Virement à destination de :

FR 74 2004 1010 1109 9982 8D03 218

CCP: 09998 28D Nantes.

## Mots d'humeurs...

Mesdames, Messieurs, Demoiselles,  
 Damoiseaux,  
 Combien fûtes-vous à bloquer le pays pour  
 stopper les lois scélérates du consort Macron ?  
 Combien fûtes-vous en grèves pour sauver la  
 sécu, la retraites, le droit du travail ?  
 Combien fûtes-vous pour bloquer le Sieur  
 Hollande, dit « bouffi » et sa fidèle EL Komry ?  
 Ah ! Oui, bien sûr, vous fîtes la chenille,  
 régulièrement, en cortèges sautes-moutons,  
 En bêlant : « T'es foutu le peuple est dans la  
 rue » !  
 Et hop, au boulot, jusqu'à la prochaine, les  
 « ayatollahs » se réjouissaient de la puissance  
 de la mobilisation,  
 Mais jamais plus de 3 millions dans la rue,  
 Il aurait suffi de 4 ou 5 millions en grève totale  
 pour plier les gouvernements...  
 Mais voilà, vous n'êtes pas prêts à faire une  
 semaine de grève pour sauver vos droits, votre  
 sécu, votre retraite, votre assurance chômage,  
 vos services publics ...  
 Quelle ironie ! Et aujourd'hui, vous voulez  
 défendre la France,  
 Ce pays des droits de l'homme, celui de la  
 Révolution Française.  
 Vous hurlez contre le fascisme, l'extrême droite,  
 le capital, le diable et ses acolytes,  
 Et, vous repartez en processions pour soutenir  
 ceux qui vous ont fait tourner en rond,

Permettant ainsi aux gouvernements de faire  
 passer ces lois de destruction massive !  
 Quelque soit le résultat des urnes, la  
 destruction va se poursuivre car ceux qui  
 sollicitent vos voix sont compromis jusqu'au  
 cou,  
 Leurs subsidiaires syndicaux se délectent de  
 cette agitation sociale qui les remet en valeur,  
 Ils bichent, ils bandent tous et toutes.  
 Alors votez comme bon vous semble,  
 Demain sera comme aujourd'hui, à quelques  
 variantes près,  
 Dans tous les cas pour stopper cette descente  
 en barbarie il vous vaudra investir dans la grève  
 dure,  
 Dans la résistance,  
 Ou bien, vous habituer à suer le burnous,  
 Vous habituer à la dégradation constante de la  
 situation comme vous l'avez si bien fait depuis  
 40 ans.  
 Bien sûr les camarades, quels qu'ils soient, qui  
 luttent, qui ont fait grève,  
 Se sont engagé dans de lourds combats, ne se  
 sentirons pas visés pour les autres,  
 Avant de réagir, merci de compter votre nombre  
 de jours de grèves depuis 20 ans...  
 Les droits acquis, conquis, ne l'ont pas été par  
 l'opération du saint esprit.

Voilà cela soulage cela remet les pendules à  
 l'heure,  
 Car il n'y a rien de surprenant à se faire carotter  
 en faisant la politique de l'autruche, les fesses à  
 l'air...

Minute Papillon



## Informer et Résister

La charte de Munich n'est pas un mot vain,  
 c'est une ligne de conduite pour une  
 information basée sur les faits à laquelle les  
 journalistes et les médias sont tenus de se  
 conformer, mais dont beaucoup s'émancipent  
 pour cause de dépendance financière.

Peu importe les conséquences meurtrières sur  
 les populations, la diffusion d'un narratif ne  
 reflétant pas la réalité s'impose et pour cause  
 (subventions du gouvernement provenant de  
 nos impôts).

Ces médias et journalistes qui ont menti en toute impunité, servant le pouvoir politique en France et ailleurs au profit de la politique hégémonique américaine, se sont rendus à bien des égards complices de crime de guerre et devraient être jugés ainsi.

Les vidéos postées sur <<Tik Tok>> et <<Instagram >> où des franco-israéliens montrent les atrocités qu'ils ont commises sur des populations civiles sans distinction d'âge, donnent une idée de l'armée la plus morale du monde.

Que fait la justice française par rapport à ses 4185 ressortissants servant dans l'armée israélienne ?...

Quelle justice digne de ce nom peut autoriser l'élection du député Meyer Habib, qui est régulièrement invité sur les plateaux de télévision alors qu'il qualifie les palestiniens d'animaux et a fait l'objet d'une condamnation pour des actes barbares d'une rare violence le 8 mai 1988 lors de la commémoration de Jeanne d'Arc ? Ses victimes ont été indemnisées en tant que victimes du terrorisme par le fonds de garantie des attentats...

C'est ainsi que s'instaure notamment en France une censure cautionnée par certains juges afin d'instituer une répression de la liberté d'opinion en totale négation du respect du droit international...

L'exemple de Julian Assange détenu en prison de haute sécurité en Angleterre sans aucune condamnation, simplement pour avoir réalisé un travail journalistique démontrant la responsabilité des USA en Irak dans l'usage de la torture sur les populations civiles, démontre une fois de plus un traitement cynique par nos médias. La défense des valeurs n'a pas force de loi, mais la question est de savoir qui tient la lame du couteau ou le manche...

Une fois n'est pas coutume, des élus américains républicains dans un courrier rendu public, ont fait pression sur le Procureur de la CPI (Cour Pénale Internationale) par des menaces sur sa personne, sa famille et des juges de la CPI pour qu'ils renoncent à l'inculpation du premier ministre israélien et de son ministre de la défense. Demain, et ce serait rendre justice, la France, les USA, l'Angleterre entre autres, risquent de se retrouver accusés de crimes contre l'humanité pour un passé d'agression meurtrier par la CPI.

Quel crédit peut-on donner au gouvernement et médias et journalistes lors des journaux de TF1

et LCI où Benjamin Netanyahu veut parler aux français, alors qu'il fait l'objet d'une demande de mandat pour crimes de guerres ?

Un peuple opprimé n'a pas le droit de se défendre ?

La résolution de l'ONU affirme que tout peuple occupé a le droit et le devoir de résister y compris par la lutte armée.

Nos politiciens qui sont véreux, incultes et malhonnêtes, auraient condamné hier la Résistance Française pour les mêmes motifs de terrorisme (comme pour la Palestine), mais l'ovation d'un ancien soldat nazi ukrainien de la SS, Yaroslav Hunka le 22 septembre 2023 par la Chambre des Communes et son 1<sup>er</sup> ministre du Canada (Julien Trudeau) confirme une certaine idée de la justice et de nos valeurs.

En Europe, François Hollande et Angela Merkel pour avoir menti sur l'intention de respecter les accords de Minsk, devraient être traduits devant les tribunaux comme criminels de guerre et pour haute trahison. Ils ont occasionné la mort de plus 400 000 citoyens russes et ukrainiens.

Même si le chemin vers une paix durable sera difficile au vu des souffrances subies par les palestiniens, Il est primordial de garantir le droit au retour et des droits identiques pour chaque habitant vivant en Palestine.

Il n'y a jamais eu de peuple chrétien, juif \*, musulman ou autre, la question de la nation doit être le reflet de citoyens égaux en droit.

Depuis toutes ces décennies meurtrières où l'Occident est responsable de cette situation suite à la chute de l'empire Ottoman, la voie de la paix passera par la fin du système colonial.

Pour ma part, Israël tout comme l'Ukraine pourtant soutenues par l'Occident vont perdre la guerre ; ils sont le Goliath vaincu par David.

Pour celui qui douterait des valeurs mises en avant par nos politiques, je dois proposer un quiz :

**-Où ont été entraînées les milices Ukrainiennes arborant des tatouages NAZIS**, celles chargées de bombarder leurs concitoyens du Donbass depuis 2014 ?

**-En France dans la Creuse, près d'Oradour Sur Glane où eu lieu le massacre perpétré par la division Nazi Das Reich...**

\* Shlomo Sand : *Comment le peuple juif fut inventé.*

Patrick Brossard.  
Le 3 juin 2024

# Marinaleda

Lors de mon voyage en camping-car en Andalousie, je suis passé le 29 septembre 2023 par Marinaleda, un village de 2700 âmes dans la province de Séville. Pour ceux qui ne connaissent pas l'histoire de cette commune et la lutte exemplaire de ses habitants, visionnez par exemple sur Youtube la vidéo « Marinaleda les insoumis ».

Depuis longtemps j'avais à cœur de rencontrer les habitants de ce village dont le projet politique est inédit en Europe. Et j'ai eu l'immense privilège de rencontrer le maire actuel, Sergio Gomez Reyes. Quand je suis arrivé à Marinaleda, une voiture parcourait les rues du village ; sa sono appelait les habitants à une assemblée populaire. Je vous livre la traduction de l'entretien que Sergio a pris le temps de m'accorder.

Moi : Je suis Français et j'ai découvert l'histoire de Marinaleda sur internet. Elle m'a passionné et ému. Aussi, je me suis promis de rencontrer un jour une ou un artisan de cette lutte exemplaire. Parce que ce que vous avez mis en place, c'est précisément ce que nous, les Gilets-Jaunes, exigeons de Macron en 2018. Je ne voudrais pas prendre sur ton temps, mais j'aimerais te poser quelques questions.

Sergio : Avec grand plaisir ; installe-toi.

Moi : Ce qui a été possible au niveau communal, pourquoi ne le serait-ce pas à l'échelle d'un pays ? Quel est ton point de vue à ce sujet ?

Sergio : Parce qu'il n'y a aucune volonté politique et qu'il y a beaucoup d'argent en jeu. Nous avons compris, à partir de notre petite vision du monde, de notre petite philosophie dans cette municipalité de 2700 habitants, nous avons compris qu'il y a une autre façon de faire de la politique indépendamment des grands monopôles et des grandes entreprises qui contrôlent le pays.

Moi : Comment se prennent les décisions à Marinaleda, quelles qu'elles soient d'ailleurs ?

Sergio : Nous avons les Assemblées Populaires profondément enracinées. Nous appelons les habitants pour leur annoncer qu'il y a une AP à la mairie ou dans un local de notre section syndicale. Nous les réunissons, et là, ils participent à toutes les décisions de la commune. Ils font la politique

de leur propre village, décident du présent et de l'avenir de leur village.

Moi : On peut donc parler de démocratie directe ?

Sergio : Effectivement, démocratie directe participative.

Moi : Alors quel est le rôle du conseil municipal ?

Sergio : Ce que nous faisons, c'est respecter les décisions du peuple. Nous savons que nous sommes des représentants publics, élus lors d'élections, donc nous sommes responsables devant la volonté populaire. Ce que nous faisons, c'est accepter, dans la mesure de nos moyens, la volonté du peuple qui a droit de vote à l'assemblée municipale.

Moi : Les personnes élues au conseil municipal sont-elles révocables pendant leur mandat ?

Sergio : Oui, effectivement. S'il y a une personne qui ne respecte pas les préceptes, qui ne respecte pas la philosophie du village, elle est évidemment révoquée. Bien sûr, les représentants publics que nous sommes ne touchent aucun salaire ; nous ne touchons aucune rémunération en échange de notre travail politique. Tu comprends ce que je veux dire n'est-ce pas ? Nous ne touchons pas d'argent, ni moi qui suis le maire, ni aucun des conseillers. Moi, par exemple, qui suis professeur d'histoire dans un lycée d'étude secondaire, tous les conseillers, qui sont journaliers ou travailleurs, à aucun moment nous ne vivons de la politique.

Moi : Qui décide des salaires à la coopérative du village ?

Sergio : Nous décidons dans une assemblée populaire.

Moi : Et tous les travailleurs touchent le même salaire, les femmes comme les hommes. ?

Sergio : Bien sûr les femmes comme les hommes. D'ailleurs, là, dans cette revue écrite en espagnol, quand tu la liras, tu comprendras très bien. Nous disons toujours que notre philosophie, c'est à travail égal, salaire égal.

Moi : À Marinaleda, il n'y a pas de police. Raconte-moi.

Sergio : (grand sourire) Parce que nous avons confiance en la bonne volonté des habitants, nous avons confiance en l'auto-gestion et l'auto-participation. Alors nous comprenons qu'avoir des

policiers est un moyen de répression et nous sommes opposés à tous moyens de répression.

Moi : J'ai entendu dire que le gouvernement de la communauté autonome Andalouse voulait vendre les terres que vous êtes en train de cultiver, est-ce exact ? Ce serait un scandale !

Sergio : Ce serait un scandale et bien sûr nous ne sommes pas disposés à admettre cela. En ce moment, nous sommes en procès. Parce que les terres appartenaient au départ au duc de L'Infantado puis à l'ancien IAR (Institut Andalou de la Réforme agraire). Aujourd'hui, ces terres nous les avons en usufruit. Tu sais ce que signifie ce mot en espagnol ? C'est un peu comme louées. Nous les cultivons mais elles appartiennent au gouvernement andalou. Nous avons toujours dit que nous n'en voulons pas la propriété parce qu'au final, les générations futures, considérant que ces terres leur appartiennent, pourraient envisager de négocier et de les vendre pour s'enrichir. Alors nous avons choisi de les louer à la « Junte » afin d'éviter cela. Le gouvernement Andalou a décidé de les vendre et nous sommes maintenant en litige. Je pense que cela se décidera le mois qui vient, mais nous, municipalité, nous voulons garder ces terres.

Moi : Si cela se confirme, que se passera-t-il ? Vous reprendrez la lutte ? Car la terre appartient à ceux qui la travaillent !

Sergio : Bien sûr que oui. Nous n'admettrons pas que cette terre qui est un poumon ne revienne pas à ceux qui la travaillent. Nous avons arraché ces 1200 hectares grâce à la lutte des travailleurs agricoles du village. À aucun moment nous ne consentirons à ce que la Junte Andalouse vende cette terre à un fond vautour ou à n'importe quel homme d'affaire.

Moi : On ne peut pas laisser détruire un système qui a prouvé son efficacité !

Sergio : Effectivement. De plus, dans cette revue que je te laisse, tu vas voir comment nous avons commencé dans les années 1991-1992 avec ces terres totalement asséchées. Elles appartenaient au duc. Il est assez courant que les terres soient contrôlées encore par des ducs, des comtes, des nobles. Nous les avons irriguées, mises en culture et de plus, nous en avons une industrie. Les produits que nous cultivons dans les champs,

nous les transformons. Alors, pour nous, c'est l'essence même de notre projet politique et économique, celui des travailleurs.

Moi : Vous aurez le soutien de « Por Andalucia » (P.A. est une coalition électorale de gauche constituée dans la perspective des élections au parlement Andalou : Alianza Verde (des verts), Izquierda Unida, Podemos... ?

Sergio : J'espère, j'espère.

Moi : Aux élections de juin 2022, Por Andalucia a obtenu la majorité absolue à Marinadela mais le gouvernement de la communauté autonome Andalouse est aux mains du PP (Parti Populaire), héritier du franquisme et allié avec Vox, ce parti d'extrême droite. Comment est-ce possible dans un pays qui a connu la dictature franquiste ?

Sergio : Le problème est qu'à la mort de Franco en 1975, ça n'a pas été une bonne transition : armée, police, justice. Alors aujourd'hui ses héritiers occupent totalement les institutions. Par conséquent, je ne suis pas surpris qu'il y ait plein de fascistes, de franquistes dans les appareils d'État Andalou et national. Je suis le nouveau maire depuis les élections municipales de mai 2023. Avant, depuis 1979 et durant 44 ans, Le maire était Juan Manuel Sanchez Gordillo. C'est le leader historique des ouvriers agricoles qui menait à bien la lutte pour la consultation au sujet des terres. J'ai été son second. Ces dernières élections, nous avons pris une mesure importante à savoir le projet de logement en auto-construction. C'est un projet social très intéressant. Nous avons construit 300 maisons pour les travailleurs du village qui se logent pour 15 euros par mois. Nous essayons de nous rapprocher de ce monde utopique dont nous rêvons, évidemment avec des erreurs, mais nous faisons toujours de notre mieux pour la classe ouvrière. Nous sommes aujourd'hui dans un monde globalisé et capitaliste où nous sommes une petite île dans un vaste océan. Il arrive souvent que nous luttons seuls dans ce monde égoïste et déshumanisé n'est-ce pas ?

S'en suivra une photo au point levé en clamant « Vive la révolution socialiste ».

Mai 2024  
Jacky.

# Non, merci !

Ne cherchez pas, ce n'est pas un anarcho-syndicaliste, mais je trouve que cela ressemble à notre état d'esprit actuel. Pour le plaisir de la lecture !

... « *Et que faudrait-il faire ?  
Chercher un protecteur puissant, prendre un patron,  
Et comme un lierre obscur qui circonvient un tronc  
Et s'en fait un tuteur en lui léchant l'écorce,  
Grimper par ruse au lieu de s'élever par force ?  
Non, merci ! Dédier, comme tous ils le font,  
Des vers aux financiers ? se changer en bouffon  
Dans l'espoir vil de voir, aux lèvres d'un ministre,  
Naître un sourire, enfin, qui ne soit pas sinistre ?  
Non, merci ! Déjeuner, chaque jour, d'un crapaud ?  
Avoir un ventre usé par la marche ? une peau  
Qui plus vite, à l'endroit des genoux, devient sale ?  
Exécuter des tours de souplesse dorsale ?...  
Non, merci ! D'une main flatter la chèvre au cou  
Cependant que, de l'autre, on arrose le chou,  
Et donneur de séné par désir de rhubarbe,  
Avoir son encensoir, toujours, dans quelque barbe ?  
Non, merci ! Se pousser de giron en giron,  
Devenir un petit grand homme dans un rond,  
Et naviguer, avec des madrigaux pour rames,  
Et dans ses voiles des soupirs de vieilles dames ?  
Non, merci ! Chez le bon éditeur de Sercy  
Faire éditer ses vers en payant ?  
Non, merci !  
S'aller faire nommer pape par les conciles*

*Que dans des cabarets tiennent des imbéciles ?  
Non, merci ! Travailler à se construire un nom  
Sur un sonnet, au lieu d'en faire d'autres ?  
Non,  
Merci ! Ne découvrir du talent qu'aux mazettes ?  
Être terrorisé par de vagues gazettes,  
Et se dire sans cesse : « Oh ! pourvu que je sois  
Dans les petits papiers du Mercure François » ?...  
Non, merci ! Calculer, avoir peur, être blême,  
Préférer faire une visite qu'un poème,  
Rédiger des placets, se faire présenter ?  
Non, merci ! non, merci ! non, merci !  
Mais... chanter,  
Rêver, rire, passer, être seul, être libre,  
Avoir l'œil qui regarde bien, la voix qui vibre,  
Mettre, quand il vous plaît, son feutre de travers,  
Pour un oui, pour un non, se battre, - ou faire un vers !  
Travailler sans souci de gloire ou de fortune,  
À tel voyage, auquel on pense, dans la lune !  
N'écrire jamais rien qui de soi ne sortît,  
Et modeste d'ailleurs, se dire : mon petit,  
Sois satisfait des fleurs, des fruits, même des feuilles,  
Si c'est dans ton jardin à toi que tu les cueilles !  
Puis, s'il advient d'un peu triompher, par hasard,  
Ne pas être obligé d'en rien rendre à César,  
Vis-à-vis de soi-même en garder le mérite,  
Bref, dédaignant d'être le lierre parasite,  
Lors même qu'on n'est pas le chêne ou le tilleul,  
Ne pas monter bien haut, peut-être, mais tout seul ! »*

*Cyrano de Bergerac, Extrait de l'acte II, scène 8  
Edmond Rostand*